

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 34 (1954)
Heft: 4

Rubrik: La vie économique en quelques lignes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

LE FAIT DU MOIS **Libération des échanges à 53% dès avril, à 65% en novembre.** — Après de laborieuses négociations le gouvernement a enfin fait connaître sa décision en matière de libération des échanges. Le pourcentage passe de 18 à 53% dès maintenant, une nouvelle tranche de 12% devant être libérée avant le 1^{er} novembre. L'O.E.C.E. demandait 75%. Mesure transitoire destinée à atténuer les effets de la disparité des prix français et étrangers : il est institué une « taxe spéciale provisoire de compensation » de 10 à 15% sur certains produits importés.

MONNAIE **Niveau record de la circulation fiduciaire : 2.333 milliards.** — L'échéance trimestrielle du 31 mars a provoqué un gonflement sensible de la circulation qui atteint un niveau record. Mais cela ne signifie nullement un retour offensif de l'inflation, comme pourraient le croire les derniers tenants de la théorie quantitative de la monnaie. Il faut en effet tenir compte de l'augmentation régulière des réserves en devises (60 milliards contre à peu près rien il y a 1 an), de l'accroissement des concours à l'économie (27 milliards d'escompte commercial et 30 milliards de mobilisation de crédit à moyen terme pendant la dernière semaine de mars).

MARCHÉ FINANCIER **Progrès constants depuis le début de l'année.** — **Actions :** l'indice des valeurs françaises était à 192 à fin décembre (base 100 : 1949) il est à 216 à fin mars, soit une progression de 12%. Les valeurs étrangères, elles, pendant le seul mois de mars ont progressé de 10%.

Obligations : les achats suivis des organismes publics et privés portent leurs fruits : les obligations 6 1/2% cotent aux environs du pair et les anciennes émissions 3 1/2 à 4 1/2% que l'on trouvait sans contrepartie à 60% de leur valeur nominale il y a quelques mois viennent de franchir une étape de hausse appréciable.

Titres indexés : le succès des parts de production E. D. F. (51 milliards dont 25 milliards d'argent frais) prouve la faveur rencontrée par ce nouveau type de valeurs mobilières. Presque toutes les Sociétés privées proposent maintenant des obligations participantes, à intérêt et prime de remboursement variables en fonction de l'accroissement des dividendes.

TOURISME **122 milliards de recettes en 1953.** — L'année aurait pu être catastrophique à la suite des grèves d'août. En fait, elle a été plus qu'honorable : 3.180.000 touristes étrangers ont visité la France l'an dernier, ce qui est à peu de chose près comparable à l'année précédente.

En augmentation : Allemands, Anglais.

En diminution : Hollandais, Suisses, Nordiques.

Les perspectives pour 1954 sont favorables ; un gros effort a été fait auprès des organisations hôtelières pour que les prix ne soient pas trop éloignés de ceux pratiqués en Italie, Espagne et Autriche.

COMMERCE EXTÉRIEUR **Déficit à l'U. E. P. en mars : 10,3 millions de dollars.** — Le déséquilibre des échanges avec l'étranger et notamment avec les pays de l'U. E. P. est devenu tellement habituel que l'on trouve dans les milieux officiels matière à réjouissance dès que le déficit d'un mois est inférieur à celui du mois précédent ou du même mois de l'année passée. Il faudrait pourtant prendre conscience du caractère anormal de cette situation.

L'exemple de l'Angleterre, qui vient de proposer de rembourser 30 millions de livres en or à l'U. E. P. et de conclure des accords bilatéraux avec ses principaux créanciers, mériterait d'être médité.

La technique française reprend sa place dans le monde. — Un album récemment édité vient fort opportunément montrer aux Français qui souffrent de complexes d'infériorité et aux étrangers qui cherchent des raisons de continuer à croire au rayonnement de la pensée française que les firmes françaises sont à nouveau bien placées sur les marchés mondiaux : la construction du métro de Rio-de-Janeiro et de Montevideo, l'équipement radar de l'aéroport d'Amsterdam, la reconstruction du port de Colombo ont été confiés à des entreprises françaises. Simultanément la S. N. E. C. M. A. vient de sortir un « déviateur de jet » pour les avions à réaction dont une firme américaine a aussitôt acheté la licence ; et la Société Alsacienne de Construction Mécanique a mis au point un nouveau moteur Diesel rapide M. G. O. qui équipera des locomotives électriques destinées à la Hollande.

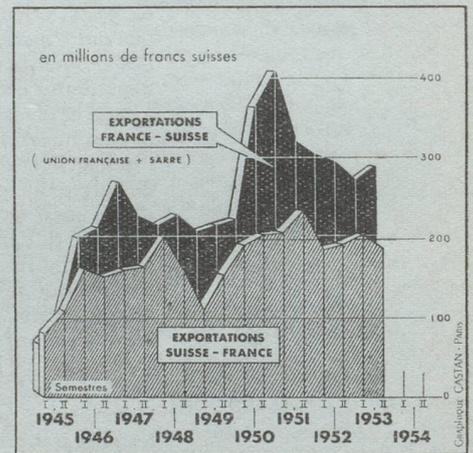
PRÉSENCE DE LA FRANCE

CONSTRUCTION

Le rythme est plus lent que prévu. — Le nombre des chantiers ouverts croît sans cesse mais les travaux se poursuivent à un rythme plus lent qu'on ne l'espérait il y a quelques mois.

Causes : rigueur de l'hiver, pénurie d'ouvriers spécialisés, retard du Crédit Foncier dans l'examen des demandes de prêts, résultats décevants de l'emprunt des Cités d'Urgence.

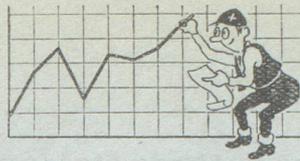
GRAPHIQUES DU COMMERCE



COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	12 avril 2.670	15 mars 2.650	13 avril 3.800
Cours fr. s. marché parallèle .	12 avril 85	15 mars 85,25	13 avril 96
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100)	2 avril 216	5 mars 209	2 avril 163
Ind. prod. ind. (1938 = 100) . . .	févr. 150	janv. 149	févr. 145
Chômeurs (total en 1.000) . . .	1 ^{er} févr. 72,0	1 ^{er} févr. 61,9	1 ^{er} févr. 67,1
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	févr. 181	janv. 180	févr. 174
Ind. prix de gros (1949 = 100) . .	mars 136,3	févr. 137,8	mars 139,7
Ind. prix consomm. familiale (1949 = 100)	mars 143,6	févr. 144,1	mars 145,2
Transports commerc. (mio. t.) . .	janv. 13,3	déc. 14,8	janv. 13,5
Voyageurs (millions)	janv. 42,1	déc. 44,0	janv. 42,0
Ind. vol. import. (1938 = 100) . .	mars 132	févr. 133	mars 132
Ind. vol. export. (1938 = 100) . .	mars 196	févr. 209	mars 186

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

LE FAIT DU MOIS **Contrôle des loyers.** — L'Union Syndicale Suisse a déposé à la Chancellerie Fédérale une initiative constitutionnelle sur le maintien du contrôle des loyers et la protection des consommateurs. Après vérification, cette initiative repose sur 202.549 signatures. Dans tout le pays des manifestations populaires se multiplient pour protester contre la hausse des loyers de 10 % envisagée pour cette année.

LES PRIX **Prix du pain et de la farine.** — Le Conseil fédéral a modifié les prix du pain et de la farine en ce sens qu'il a réduit les subventions destinées à abaisser le prix du pain bis de sorte que le pain de cette catégorie sera augmenté de 5 ct tandis que sera diminuée la taxe prévue sur la farine blanche dont le prix subira ainsi une sensible réduction.

Cette mesure est une étape dans le rétablissement du marché libre et de la concurrence dans ce secteur. D'autre part, ces dispositions ont pour but de mettre fin à l'affouragement du bétail en farine bise qui se poursuivait malgré toutes les mesures de répression.

En ce qui concerne le **prix du lait** le Comité de l'Union

suisse des paysans vient de faire savoir qu'elle renonçait à réclamer une augmentation du prix de ce produit, tenant compte ainsi du fait qu'avec la surproduction actuelle de lait une augmentation n'aurait fait qu'aggraver la situation.

Depuis quelques temps la Suisse est le théâtre d'une vaste campagne publicitaire de la part de différents producteurs de carburants. La concurrence s'exerçant librement dans ce

domaine, il s'en est suivi une baisse des **prix de l'essence**, qui passe de 60 à 57 centimes et de l'huile Diesel qui tombe de 50 à 47 centimes.

Marché des capitaux. — Le marché des capitaux est toujours encombré de disponibilités. C'est pourquoi les emprunts offerts en souscriptions publiques sont souscrits dans de telles proportions que les attributions sont toujours fortement réduites. Ces derniers temps ont été lancés en Suisse :

1^o un emprunt 4% de l'Union Sud-Africaine de 60 millions de francs au prix de 99 %, d'une durée de 15 ans ;

2^o un emprunt 3 1/2 % de la Banque Internationale de reconstruction et de développement, de 50 millions de francs, au prix de 100 %, d'une durée de 18 ans ;

3^o un emprunt 3 3/4 % du Royaume de Suède de 50 millions de francs au prix de 100 %, d'une durée de 15 ans.

En 1952 un avant-projet de loi fédérale sur la défense nationale économique avait été soumis aux cantons et aux associations économiques. Cette loi devait se substituer à la loi fédérale de 1938 tendant à assurer l'approvisionnement du pays en denrées indispensables ainsi qu'à l'arrêté fédéral de 1951 sur le même objet. Certaines associations économiques consultées estimèrent que la réglementation prévue dans ce projet était trop étendue et demandèrent que l'on se borne à reviser la loi sur l'approvisionnement du pays en prenant ensuite, si la situation l'exigeait, les mesures nécessaires. Toutefois, le Département fédéral de l'économie publique n'a pas suivi cette suggestion et vient de soumettre de nouveau au préavis des cantons et des associations un projet de loi fédérale sur les mesures tendant à prévenir les conséquences économiques de conflits internationaux.

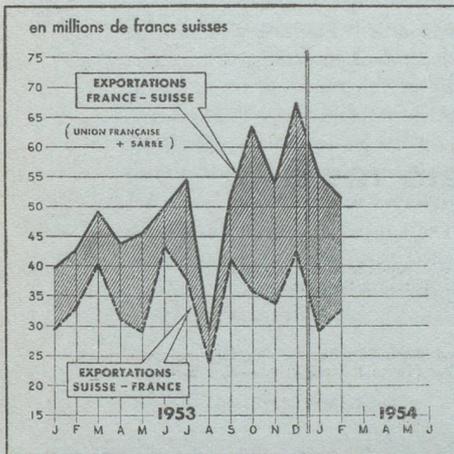
Régime financier transitoire de la Confédération. —

A l'unanimité le Conseil des États a, le 18 mars, prorogé pour quatre ans le régime financier transitoire 1951-54. Pendant ce temps le Conseil fédéral mettra un nouveau projet de réforme des finances fédérales à l'étude. Toutefois, le régime financier transitoire doit encore être prorogé par le Conseil national et sera soumis à la votation populaire, vraisemblablement dans le courant de l'automne.

Position de la Suisse dans l'U. E. P. — En mars le solde

passif de la Suisse s'est élevé à 96,6 millions de francs (contre 32,9 millions de francs de solde **actif** en février). Le trafic courant a laissé un solde actif de 3,4 millions mais un prêt à l'Italie de 100 millions a permis de diminuer fortement la position créancière de la Suisse dans l'U. E. P. Ce montant de 100 millions a été déduit entièrement du crédit accordé à l'U. E. P. par la Confédération. A fin mars, le quota était utilisé pour 1.239 millions de francs sur 1.639 millions. En conséquence, il reste disponible 400 millions de francs ce qui représente le 73,2% de la « rallonge » de 546 millions de francs.

MERCE FRANCO-SUISSE



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr. s.	14 avril 31	15 mars 31,5	14 avril 39
Cours billet 100 fr. fr.	14 avril 1,17	15 mars 1,16	14 avril 1,04
Ind. gén. actions.	mars 351,0	févr. 346,2	mars 322,1
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant)	4 ^e trim. 53	3 ^e trim. 53	4 ^e trim. 52
Chômeurs total.	53 128	53 126	52 123
Ind. prix de gros (1939 = 100).	févr. 10.639	janv. 15.890	févr. 11.594
Ind. import. (1938 = 100)	mars 213,7	févr. 213,3	mars 213,5
Coût de la vie (1939 = 100).	mars 169,4	févr. 169,5	mars 169,3
Ind. salaires hor. réels (1949 = 100).	4 ^e trim. 53	3 ^e trim. 53	4 ^e trim. 52
Marchandises transportées C. F. F. (mio. de t.)	53 114,9	53 114,7	52 113,7
Voyageurs (millions)	févr. 1,4	janv. 1,4	févr. 1,3
Ind. import. (1938 = 100)	févr. 16,7	janv. 17,3	févr. 16,4
Ind. export. (1938 = 100)	mars 191	févr. 148	mars 158
Ind. export. (1938 = 100)	mars 200	févr. 168	mars 201

EMPRUNTS ÉTRANGERS

DÉFENSE ÉCONOMIQUE

FINANCES PUBLIQUES

U. E. P.